

## **Chronique 21 (diffusion le 14 février) - Le coup de rabot de l'inflation sur le pouvoir d'achat est-il le même pour tous ?**

*Un peu d'inflation, c'est bien. Trop d'inflation c'est embêtant, or c'est ce qui passe actuellement. Coup de rabot sur le pouvoir d'achat de certains plus que d'autres. Devinez qui ? Comment réagir ?*

Un peu d'inflation, c'est à-dire d'augmentation du niveau général des prix, c'est bien, cela signifie normalement qu'il y a suffisamment de monnaie dans l'économie pour acheter la production réalisée, un peu plus qu'il n'en faut même, ce qui met de l'huile dans les rouages. Cela encourage aussi ceux qui ont des projets d'investissement à les entreprendre, en empruntant l'argent qu'ils n'ont pas mais qu'ils auront plus tard grâce à la réalisation de leur investissement, car si les prix augmentent un peu entre le moment où ils empruntent et celui où ils remboursent, en termes réels ils auront moins à rembourser que ce qu'ils ont emprunté.

Trop d'inflation, en revanche, ça pose problème ! D'abord, quand ça s'emballer, le phénomène devient difficile à rattraper, voire hors de contrôle. Un ancien président de la banque centrale allemande, Karl Otto Pöhl, avait dit en 1980 : « L'inflation, c'est comme la pâte dentifrice : une fois qu'elle est sortie du tube, il est impossible de l'y faire rentrer ». Les Allemands ont été traumatisés par l'hyperinflation de 1923 où les prix doubleraient tous les deux jours. D'autres pays ont connu pire : sous l'occupation allemande, entre 1941 et 1944, en Grèce, les prix doubleraient tous les jours, en Hongrie toutes les heures. Plus près de nous dans les années 2000 au Zimbabwe ou au Venezuela en 2018-2019, la hausse des prix se comptait en millions de pourcent. C'est que l'inflation est un phénomène auto-réalisateur, qui s'amplifie de lui-même. C'est facile à comprendre : si vous anticipez que les prix seront plus élevés demain, vous achetez aujourd'hui, ce qui fait augmenter les prix. Ainsi quand il y a de l'inflation, tous ceux qui le peuvent, dépensent aujourd'hui : « la monnaie brûle les mains ! », alors qu'à l'inverse, quand les prix reculent, en situation de déflation, tout le monde reporte sa dépense à demain, « la monnaie colle aux mains ».

Cette crainte de voir l'inflation devenir hors de contrôle justifie classiquement d'empêcher une boucle prix-salaires de se former, c'est-à-dire d'empêcher les salaires de suivre la hausse des prix pour ne pas alimenter le phénomène. Problème, l'inflation n'a pas le même effet pour tous ! Elle réduit le pouvoir d'achat, de certains plus que d'autres, tout particulièrement lorsque la hausse des prix touche des produits essentiels, qui ne représentent pas la même part dans la consommation des ménages selon qu'ils sont modestes ou aisés, et sans la même capacité de compenser leur perte de pouvoir d'achat.

Or c'est ce qui se passe actuellement, l'inflation qui revient provient en grande part de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières alimentaires. Ça touche de pleins fouets les plus modestes, les plus démunis, dans les pays riches et plus encore dans les pays pauvres. L'inflation rabote leur pouvoir d'achat - le mot est faible pour les plus pauvres - et rien ne vient compenser son effet si leurs salaires ne suivent pas le même mouvement. L'inflation n'a pas le même effet sur les riches créanciers, car la plupart des produits financiers ont une rémunération indexée sur l'inflation, ni d'ailleurs sur les

salariés les mieux payés, car ceux-là sont généralement en capacité de renégocier leur salaire.

Alors que faire pour empêcher l'inflation de creuser les inégalités et d'approfondir la fracture sociale ? Il faut compenser ceux qui en souffrent le plus. La solution la plus pérenne serait l'indexation des bas salaires sur l'inflation à faire accepter par l'ensemble des entreprises. Une autre plus ponctuelle pourrait être un chèque énergie-alimentation versé par l'État aux plus modestes. Mais en a-t-il les moyens, n'est-il pas déjà trop endetté ? C'est pour éviter ce genre de question à propos d'actions indispensables au bien commun, qu'il faudrait affranchir de la dette le financement de la dépense publique.

## Références

Jézabel Couppey-Soubeyran et Thomas Renault, *Monnaie, banques, finance*, Puf, octobre 2021.

Jézabel Couppey-Soubeyran, *L'économie en BD*, Ed. Casterman, août 2020.